



MINISTÈRE
DE LA JUSTICE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PROJET DE LOI DE FINANCES

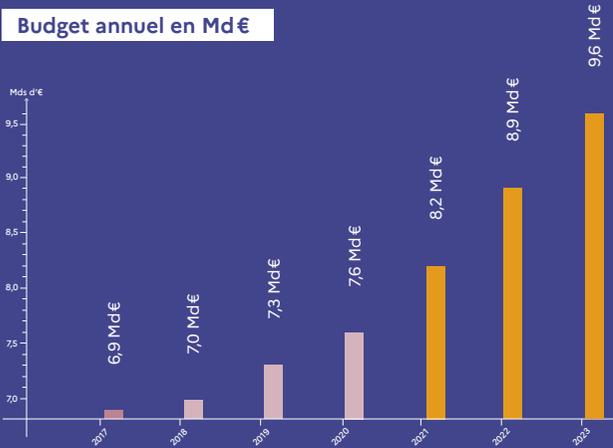
2023

EN CHIFFRES

Un budget 2023 à nouveau en forte hausse

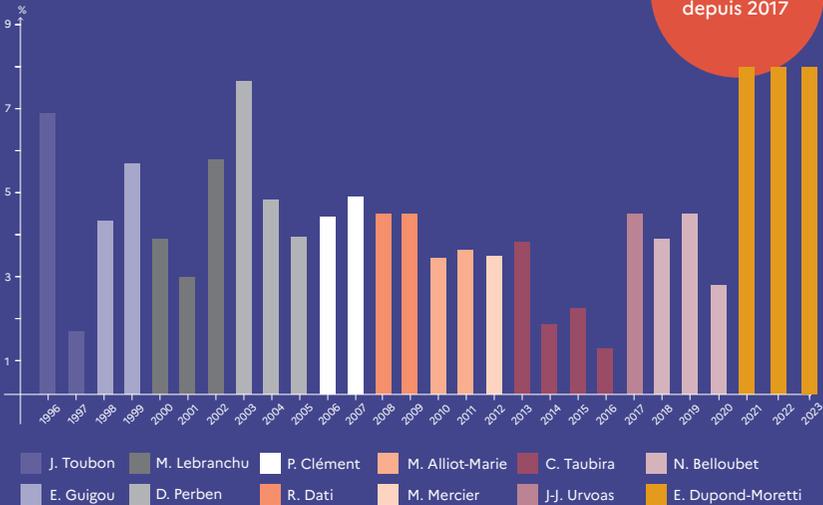
mettant en œuvre les recommandations des États généraux de la Justice

Budget annuel en Md€



+711M€
Hausse la plus importante obtenue en une année

Augmentations du budget Justice en %



+ de 40%
depuis 2017

- J. Toubon
- M. Lebranchu
- P. Clément
- M. Alliot-Marie
- C. Taubira
- N. Belloubet
- E. Guigou
- D. Perben
- R. Dati
- M. Mercier
- J-J. Urvoas
- E. Dupond-Moretti

**10 000 emplois
supplémentaires d'ici à 2027**
soit + 37 % par rapport
au précédent quinquennat
(7 270 emplois)

- Dont 1500 magistrats supplémentaires
- Dont 1500 greffiers supplémentaires

La justice, une priorité du gouvernement

Les créations d'emploi en 2023

Protection judiciaire de la jeunesse
+92 emplois

Secrétariat général
+132 emplois

Administration
pénitentiaire
+809 emplois



Services judiciaires
+1220 emplois, auxquels s'ajoutent
605 emplois pérennisés fin 2022
au titre de la justice de proximité

À ces 2253 emplois s'ajoutent
en 2023 **60 emplois au bénéfice
des opérateurs du ministère :**
+26 emplois pour l'École nationale
de la magistrature (ENM), +19 emplois
pour l'APIJ, l'opérateur immobilier
de la justice, et +15 emplois pour
l'AGRASC.

Une troisième année d'efforts budgétaires sans précédent

Budget 2023

9,6 Md€

Hausse des crédits

+ 8% (711 M€)

de hausse annuelle des crédits pour 2023 à périmètre constant, soit + de 40% depuis 2017 et +26% sur les 3 dernières années

Hausse des effectifs

+ 10 000

sur le quinquennat

Plafond d'emplois 2023

92 060

équivalents temps plein travaillés

Justice judiciaire

+597 M€
sur 3 ans

3,4 Md€

pour traduire les recommandations des États généraux de la Justice et poursuivre le renforcement de la justice de proximité

+281 M€ en 2023

Administration pénitentiaire

+851 M€
sur 3 ans

3,9 Md€

pour développer la sécurité des personnels et des établissements, favoriser la réinsertion et améliorer la prise en charge des détenus

+268 M€ en 2023

Protection judiciaire de la jeunesse

+180 M€
sur 3 ans

0,9 Md€

pour renforcer l'accompagnement des jeunes et mettre en œuvre la réforme de la justice pénale des mineurs

+86 M€ en 2023

Accès au droit et médiation

+182 M€
sur 3 ans

0,7 Md€

pour développer l'accès au droit

+33 M€ en 2023

Frais de justice

+170 M€
sur 3 ans **660 M €**

pour renforcer les moyens
d'enquête et d'expertise
de la justice

+12 M€ en 2023

Investissements informatiques

+43 %
sur 3 ans **195 M €**

pour la mise en œuvre du plan
de transformation numérique
en faveur d'une justice plus efficace
et mieux accessible

+4 M€ en 2023

Immobilier pénitentiaire

+66 %
sur 3 ans **651 M €**

pour construire 15 000 places de prison
(441 M€ en 2023) d'ici 2027 et améliorer
la maintenance des établissements
existants

+15 M€ en 2023

Immobilier des juridictions

+55 M€
sur 3 ans **269 M €**

pour mettre en œuvre
la programmation immobilière
et accompagner la réforme de
l'organisation des juridictions

+30 M€ en 2023

Revalorisation indemnitaire des magistrats

+120 M €

sur le prochain quinquennat
soit 1000€ de plus par mois en moyenne
à compter de l'automne 2023

Revalorisation des autres agents

+50 M €

en 2023

Action sociale

38 M €

+8% par rapport à 2022 pour
accompagner les agents

Une enveloppe catégorielle pour 2023 inédite dans son montant

80 M€

en 2023 pour des mesures de revalorisation
de la rémunération des agents.

**Ceci représente un doublement de l'enveloppe
catégorielle par rapport à 2022 (40 M€).**

Au sein de ces 80 M€ destinés à accroître l'attractivité
de tous les métiers et la fidélisation des agents qui
travaillent au service de la justice :

30 M€

permettront d'augmenter la
rémunération des magistrats de 1000€
bruts par mois en moyenne, à compter
du 1^{er} octobre 2023

50 M€

seront alloués aux fonctionnaires
du ministère (personnels judiciaires,
pénitentiaires, de la protection judiciaire
de la jeunesse et du secrétariat général),
en fonction des concertations en cours

Contact presse
secretariat-presse@justice.gouv.fr